



La croissance de l'économie belge ne dépasserait pas 1,1 % en 2019 et 2020

Les perspectives pour l'économie européenne se sont assombries depuis notre dernière estimation réalisée en juin, et ce en raison de l'augmentation de l'incertitude qui entoure les tensions commerciales et le Brexit. Notons que les présentes perspectives ne tiennent pas compte des effets directs d'une éventuelle sortie sans accord du Royaume-Uni de l'Union européenne, laquelle demeure un risque important.

Les chiffres de la croissance du PIB belge ont par conséquent été revus à la baisse par rapport à notre estimation de juin qui prévoyait une croissance de 1,3 % pour 2019 et pour 2020. L'emploi, pour sa part, augmenterait sensiblement moins l'année prochaine que cette année mais progresserait néanmoins encore de 99 000 personnes sur l'ensemble des deux années. Quant à l'inflation, après avoir atteint 2,1 % en 2017 et 2018, elle fléchirait à 1,5 % cette année et à 1,4 % l'an prochain.

Conformément à la loi du 21 décembre 1994, l'Institut des comptes nationaux a communiqué les chiffres du budget économique au ministre de l'Économie. Ces perspectives macroéconomiques n'anticipent pas les éventuelles mesures d'économies budgétaires (et leur impact économique) que les nouveaux gouvernements seront amenés à prendre.

La détérioration du commerce international pèse sur la croissance économique de la zone euro

En 2019 et 2020, la croissance mondiale est freinée par des conflits commerciaux et des mesures protectionnistes. Le recul du commerce international a des répercussions importantes pour la zone euro, beaucoup plus ouverte que les économies américaine et chinoise. Ce repli touche avant tout la production industrielle mais se propage progressivement au reste de l'économie. En conséquence, la croissance du PIB de la zone euro ne dépasserait pas 1,0 % en 2019 et en 2020 (alors qu'elle a atteint 1,9 % en 2018). La croissance du PIB américain s'essouffle aussi, sous l'effet certes des tensions commerciales avec la Chine, mais aussi de l'extinction progressive des impulsions budgétaires expansionnistes. Ainsi, la croissance du PIB américain ralentirait cette année à 2,1 % (contre 2,9 % en 2018) pour ensuite tomber à 1,6 % en 2020.

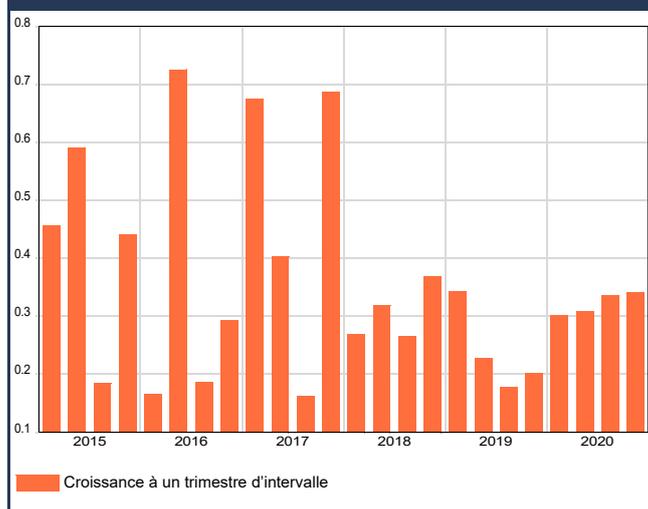
Ce scénario est entouré de risques majeurs qui sont susceptibles d'affecter davantage la confiance des consommateurs et des producteurs de la zone euro. Le risque d'une sortie chaotique du Royaume-Uni de l'Union européenne demeure. De plus, de nouvelles barrières ou sanctions commerciales pourraient entraver davantage le commerce mondial. Enfin, la défiance à l'égard de la politique budgétaire de certains pays de la zone euro est susceptible d'entraîner de nouvelles turbulences sur les marchés financiers.

Même si la croissance des exportations belges continue de ralentir en 2020, la croissance du PIB se stabilise à la faveur d'une reprise de la demande intérieure

En 2019, la croissance de l'économie belge accuse, pour la deuxième année consécutive, une perte de vitesse. Le ralentissement conjoncturel international freine la croissance des exportations, si bien que la crois-

sance du PIB belge est retombée à 1,4 % l'an dernier et qu'elle ne dépasserait pas 1,1 % cette année. Une croissance de 1,1 % est également attendue pour 2020. La croissance des exportations continue de fléchir, contrairement à celle de la demande intérieure qui se redresserait sous l'impulsion de la consommation des particuliers.

Évolution trimestrielle du PIB belge en volume
Données corrigées des variations saisonnières et des effets calendaires



Étant donné l'environnement international moins porteur, la croissance en volume des exportations belges est passée de 5 % en 2017 à 3,6 % en 2018. Elle continuerait de faiblir pour atteindre 2,8 % en 2019 et 1,6 % en 2020. L'an prochain, la croissance des importations serait légèrement plus soutenue que celle des exportations. Par conséquent, les exportations nettes devraient apporter une contribution négative à la croissance économique. Le déficit des opérations courantes de la balance des paiements serait plus limité qu'en 2018 grâce à la baisse du prix du pétrole.

Le revenu disponible réel des particuliers a progressé de 1,2 % l'an dernier et devrait augmenter de 2,4 % en

2019 et de 1,5 % en 2020. L'accroissement plus marqué du pouvoir d'achat prévu pour cette année s'explique par de nouvelles baisses de l'impôt des personnes physiques (dans le cadre de la dernière phase du tax shift) et par une indexation plus élevée des salaires dans le secteur privé, combinée à un ralentissement de l'inflation. Les dépenses de consommation se caractérisent par une évolution plus stable que le revenu disponible et ne s'adaptent par conséquent que partiellement à l'accélération de la croissance des revenus. La croissance en volume de la consommation des particuliers ralentirait même à 0,8 % en 2019, en raison d'un point de départ défavorable (la baisse de la confiance des consommateurs du deuxième semestre de 2018 s'est accompagnée d'un léger recul de la consommation). Elle se renforcerait toutefois en 2020 (1,2 %), donnant ainsi un nouvel élan à la demande intérieure. Les investissements en logements bénéficient de la faiblesse des taux et devraient croître de 3 % en 2019 et de 1,5 % en 2020. La croissance en volume soutenue prévue pour cette année s'explique par un effet d'acquis de croissance positif (en raison de l'activité d'investissement élevée enregistrée au quatrième trimestre de 2018).

En dépit de la détérioration de la conjoncture internationale et de l'érosion de la confiance des producteurs belges qui en résulte, les investissements des entreprises se maintiennent. Le contexte actuel reste assez propice à l'investissement en raison du niveau, encore élevé, de la rentabilité. En outre, le taux d'utilisation des capacités de production industrielle est, depuis plusieurs années déjà, supérieur à sa moyenne historique, ce qui signifie qu'il reste des besoins en investissements d'expansion. Par conséquent, les investissements des entreprises, qui ont affiché une croissance en volume de 2,7 % l'an dernier, progresseraient de 3,5 % cette année et de 1,4 % l'année prochaine.

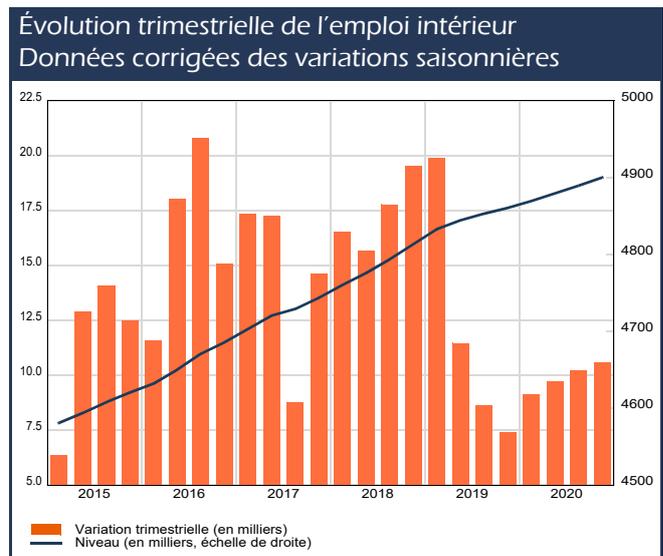
En l'absence de nouvelles mesures, la croissance en volume de la consommation publique devrait s'établir à 1,2 % cette année et à 1 % en 2020. La croissance en volume des investissements publics (respectivement 1,9 % et 5,2 %) est surtout alimentée par les Régions, alors que les investissements des pouvoirs locaux seraient en recul.

En dépit d'un fléchissement, la croissance de l'emploi reste soutenue

Au cours des quatre dernières années, l'emploi intérieur a progressé de 226 000 personnes. Cette progression ne s'explique pas uniquement par l'embellie conjoncturelle ; elle a également été soutenue par les mesures prises depuis 2015 pour réduire le coût du travail, lesquelles ont favorisé l'intensité en main-d'œuvre de la croissance de l'activité du secteur marchand. Ainsi, l'emploi dans ce secteur a progressé de 1,4 % en moyenne par an au cours de cette période. Le nombre de chômeurs (en ce compris les chômeurs complets indemnisés non-demandeurs d'emploi) a reculé de 141 000 personnes au cours de cette même période,

tandis que le taux de chômage harmonisé (définition Eurostat) a baissé de 8,5 % à 6,0 %.

La croissance de l'emploi devrait progressivement se tasser dans le courant de cette année, sous l'effet conjugué du ralentissement conjoncturel et de la progression des gains de productivité. En moyenne annuelle, la progression de l'emploi intérieur reste particulièrement soutenue cette année (+62 000 personnes) mais devrait retomber à 37 000 personnes en 2020. Compte tenu de la légère accélération de la croissance de la population active, le nombre de chômeurs se remplit moins fortement (-27 000 personnes en 2019 et -16 000 personnes en 2020) qu'au cours des quatre dernières années. Le taux de chômage (définition Eurostat) devrait s'établir à 5,5 % tant en 2019 qu'en 2020.



Ralentissement de l'inflation grâce à la baisse des prix de l'énergie

La croissance du coût du travail s'est nettement accélérée depuis 2017. Cette accélération alimenterait l'inflation sous-jacente cette année et l'année prochaine. La pression à la hausse ainsi exercée sur l'inflation, mesurée par l'indice national des prix à la consommation, est toutefois plus limitée que l'impact à la baisse des prix de l'énergie. Les prix du pétrole exprimés en euros seraient en effet orientés à la baisse ; les prix du gaz naturel et de l'électricité devraient, eux aussi, rester sous leur niveau de la fin 2018. L'inflation, qui a encore atteint 2,1 % l'année passée, devrait ainsi retomber à 1,5 % en 2019 et à 1,4 % en 2020.

La croissance de l'indice santé, qui n'est pas influencée par l'évolution des prix de l'essence et du diesel, s'élèverait à 1,6 % cette année. L'année prochaine, elle atteindrait 1,5 % et serait ainsi aussi légèrement supérieure à l'inflation. Selon les prévisions mensuelles relatives à l'indice santé, l'indice pivot actuel pour les traitements de la fonction publique et les allocations sociales (107,20) serait dépassé en janvier 2020.

Pour plus d'informations:

Ludovic Dobbelaere, 02/507.74.22, ldo@plan.be; Filip Vanhorebeek, 02/507.74.12, fvh@plan.be

Chiffres clés pour l'économie belge

Pourcentages de variation en volume - sauf indications contraires

	2017	2018	2019	2020
Dépenses de consommation finale des particuliers	1,1	1,0	0,8	1,2
Dépenses de consommation finale des pouvoirs publics	0,6	1,0	1,2	1,0
Formation brute de capital fixe	1,8	3,0	3,2	1,8
Dépenses nationales totales	1,1	1,1	1,0	1,3
Exportations de biens et services	5,0	3,6	2,8	1,6
Importations de biens et services	4,3	3,3	2,6	1,8
Exportations nettes (contribution à la croissance)	0,6	0,3	0,2	-0,2
Produit intérieur brut	1,7	1,4	1,1	1,1
Indice national des prix à la consommation	2,1	2,1	1,5	1,4
Indice santé	1,8	1,8	1,6	1,5
Revenu disponible réel des particuliers	1,4	1,2	2,4	1,5
Taux d'épargne des particuliers (en % du revenu disponible)	11,5	11,6	13,0	13,3
Emploi intérieur (variation annuelle moyenne, en milliers)	64,5	61,7	62,1	36,9
Taux de chômage (taux standardisé Eurostat, moyenne annuelle)	7,1	6,0	5,5	5,5
Solde des opérations courantes (balance des paiements, en % du PIB)	0,7	-1,3	-0,8	-1,0
Taux de change de l'euro en dollar (nombre de dollars pour 100 euros)	113,0	118,1	112,3	113,3
Taux d'intérêt à court terme (Euribor, 3 mois) (%)	-0,3	-0,3	-0,4	-0,6
Taux d'intérêt à long terme (OLO, 10 ans) (%)	0,7	0,7	0,1	-0,2